

L'indignation qui vient

Depuis déjà plusieurs mois, on a vu pointer dans plusieurs pays d'Europe le mouvement dit des « indignés » ou « démocratie réelle ». Ici comme ailleurs, celui-ci a donné lieu à plusieurs réflexes conditionnés, pièges et écueils qui touchent en général les « mouvements sociaux » : le fétichisme des pratiques d'abord (comme l'occupation de places, le sitting, les happening ou la manifestation plan-plan et maintenant la marche...) et la limitation stricte du mouvement à ces pratiques, le démocratismes ensuite (le respect religieux et le privilège donné aux décisions collectives prises en assemblées « représentatives du mouvement »), le « nihilisme citoyen » (respect borné de la loi, du vote, des « droits » donnés et des devoirs exigés par l'Etat) et la « non-violence » dogmatique (qui va jusqu'à prôner la violence policière contre ceux ou celles qui refusent ce dogme) et donc l'hégémonisme (la prise de contrôle du mouvement par une de ses franges), et surtout : l'absence de perspective révolutionnaire et l'enfermement dans des revendications abstraites et réformistes. Loin de représenter un sursaut révolutionnaire, ou une authentique révolte spontanée, ce mouvement des indignés s'inscrit bien plutôt dans la pacification de toute contestation réelle (de par le rejet de l'action directe), la militarisation de l'Etat (les guerres menées à l'étranger et le renforcement de la répression intérieure sur lesquels le silence des « indignés » est plus que suspect) et la montée du fascisme dans la société, au travers de ce mouvement notamment.

La crise comme pacification

Depuis plusieurs années déjà, les gouvernements européens, toutes tendances confondues, de gauche social-démocrate à la droite la plus réactionnaire, utilisent l'argument de la crise pour endormir tout velléité de contestation. D'un côté, il y a l'explication des gouvernements, qui est celle du FMI et de la banque mondiale : La crise serait une sorte de phénomène métaphysique que même les économistes n'arriveraient pas à s'expliquer, une sorte de catastrophe naturelle qu'il faudrait juguler et gérer à grands coups de politiques de réformes et de plans d'austérité. Comme si cette crise n'avait rien à voir avec ces mêmes politiques, comme si elle était le fait de la divine providence. Cet argumentaire vise en fait à tenter de se servir de la crise engendrée par le système capitaliste et ses Etats pour dédouaner les politiques de rigueur que cette même crise implique dans le seul but de replâtrer encore une fois le capitalisme. Les « indignés » quant à eux, dépourvus dans leur immense majorité de toute analyse de classe, et de toute critique du capitalisme, voient en général dans la crise et l'austérité le fait d'une caste de « banquiers parasites » et d'un « empire financier tentaculaire », ou « nouvel ordre mondial » qui auraient vidé les caisses quand personne ne regardait. En gros : pas besoin de se prendre la tête avec des « concepts politiques » trop compliqués : « à bas NWO » c'est tellement plus branché, tellement plus smart et ça résume tout sans avoir besoin de réfléchir...

Dans les deux cas, et du mouvement des indignés à la nouvelle extrême droite en passant par Sarkozy, tous dénoncent au final « la faillite des banques » dont le petit peuple devrait être sauvé, un « capitalisme financier » devenu fou qu'il faudrait réguler ou « purger » et une classe moyenne comme « victime de la crise ». La raison de cette analyse bancal est bien simple : la composition sociale de ce mouvement est justement celle de la sacro-sainte classe moyenne (que flatte autant Sarkozy, les socio-démocrates que les nouveaux fascistes à la Soral). Celle d'une classe qui commence à peine à percevoir les effets de « la crise », quand la majorité des exploités subissent la logique et les conditions de vie du capitalisme depuis toujours, et que la crise n'a fait qu'aggraver. D'où aussi, le décalage entre le discours « pro-révolution » des indignés concernant le monde arabe – où comme en Tunisie la pratique effective qui a dominé a été l'attaque des symboles du pouvoir, les affrontements avec la police, les pillages de supermarchés, les mutineries et incendies de prisons, et tout un ensemble de faits qui attestent une véritable logique de guerre de classes et de guérilla révolutionnaire, et toute une agitation qui, même si elle ne suffit pas à l'expliquer, a joué un rôle absolument indéniable dans la chute de plusieurs régimes et les volte-faces de l'armée ou de la police qui ont sentis le sol trembler sous leurs pieds – et le comportement de ces mêmes « indignés » ici qui considèrent un tag ou une petite vitrine de commerce ou de banque pétée comme une « violence ».

Derrière la critique du capitalisme financier : le populisme gauchiste et l'antisémitisme

Cette critique partielle des banques justement, non comme un rouage du système capitaliste, mais comme un « foyer de parasites » qui auraient détruit une fantasmagorie « économie réelle », et qui voit les banques comme un problème central laisse la place au vieux fantasme antisémite d'un complot qui tenterait de contrôler le monde. Car en cherchant à critiquer le système des banques et le pouvoir des grandes entreprises multinationales, mais de manière partielle, le mouvement des indignés s'engouffre dans un discours typiquement réactionnaire et populiste et passe ainsi complètement à côté de la critique du capitalisme, le confortant même en jouant le rôle qu'on lui demande de

jouer : celui d'une contestation strictement non-violente, vidée de toute substance critique, empêchant de par sa forme même un véritable mouvement (de type grève générale ou insurrection), et déplaçant le débat vers la droite dans le grand piège du « débat citoyen ». Rendu donc parfaitement in-offensif de par son caractère « a-politique » et « a-partisan » auto-proclamé, le mouvement des indignés participe en réalité au maintiens de l'ordre à travers un spectacle de contestation dans un front « anti-système » flou qui laisse le champs libre à des récupérations libérales, populistes et même fascistes. La dénonciation obsessionnelle du « nouvel ordre mondial » faisant finalement écho au nouveau discours d'extrême-droite sur le complot « apatride » contre « les peuples et les nations ». Et ce discours là, en plus de puer la défaite, est simplement fasciste parce que nationaliste et antisémite.

Ne soyons pas dupes : **là où la contestation réelle s'efface, les réactionnaires progressent.**

S'indigner ne suffit pas !

Ce n'est donc pas un hasard si en France, on retrouve dans les organisateurs du « mouvement des indignés » nombre d'individus conspirationnistes, reliés à des mouvements d'extrême-droite qui théorisent l'antisémitisme à travers leur pseudo-critique de la finance. Le concept même de « capitalisme financier » fut un des thèmes centraux dans la propagande du parti nazi en Allemagne et des fascismes en Europe pour construire l'ennemi intérieur et flatter le sentiment national. Le thème de la « citoyenneté » mis en avant par les indignés, renouvelle lui aussi ce constant rappel à l'ordre que constitue l'injonction à *ne pas se révolter* en faisant poliment démonstration de son *indignation*. Il repose sur ce présupposé généreux que les oppresseurs finiront par abdiquer devant la raison exprimée publiquement et pacifiquement par « le peuple ». Mais cette fable saint-simonienne exclue de fait ceux ou celles qui ne sont pas considérés, précisément, comme des citoyens : les sans-papiers, les « criminels », et quiconque agit en dehors de la légalité ou de la légitimité *citoyenne*. Tout les indésirables, *exploités* par définition. En prétendant vouloir créer une « démocratie réelle », le mouvement n'a fait que centraliser le pouvoir de décision à travers les assemblées des occupations de places et leurs émanations (comme en Espagne, les commissions dans les « accampadas »), dans l'espoir de singer les révolutions du Machrek et du Maghreb (en réutilisant, sans nécessité réelle, et de manière fétichiste les réseaux sociaux type facebook), les indignés n'ont fait que créer un état dans l'Etat, ersatz de démocratie représentative et de parlementarisme bourgeois où toute volonté de s'organiser à la base et d'agir localement ont été rendus simplement impossibles, notamment lorsqu'à Barcelone la volonté de scission dans l'occupation, pourtant majoritairement votée a été censurée par la tribune de l'assemblée, ou que tout débat sortant du cadre a été simplement saboté. Encore comme à Athènes où les indignés ont appeler à dénoncer les auteurs « d'actes violents » et à les jeter à la police : soutenant ainsi la répression d'Etat au nom de la non-violence ! En restant prisonniers d'une rhétorique a-politique creuse, de mode de prise de décisions autoritaires et bureaucratiques, d'un pacifisme abstrait et dogmatiquement non-violent, les indignés ne font que participer au maintien du statu quo, brimant toute participation de révoltés ou de révolutionnaires et ouvrant au contraire la voie à des forces réactionnaires qui n'avaient pas eu jusqu'ici voie au chapitre sur la place publique. Abandonner la perspective révolutionnaire au profit de « l'indignation en mouvement », c'est tresser la corde avec laquelle on voudrait nous pendre .

Se cantonner à cette *indignation* pacifiée, et focaliser sur « les banquiers » (même si ces derniers ont, comme d'autre leur responsabilité dans l'exploitation et les conditions de vie misérable de la majorité de l'humanité) c'est ne pas voir que partout dans le monde depuis le début de la « crise économique », des révoltes, des insurrections et des situations révolutionnaires éclatent partout non seulement contre les banques, mais surtout contre le capitalisme, l'Etat, les gouvernements, leurs classes dominantes et leurs flics, leurs lois, leurs tribunaux, leurs prisons, et leurs armées. C'est ne pas voir que les plans d'austérité et les « réformes de la fiscalité et du système bancaire » ne sont que les politiques des mêmes gouvernements et de la même bourgeoisie qui se prétend victime de la « crise » et en est la principale bénéficiaire, pour sauver leur économie et protéger leurs privilèges.

**Il faut traduire la colère en actes !
Contre le capitalisme. Contre l'Etat :
VIVE LA REVOLUTION SOCIALE !
L'ECONOMIE EST MALADE ?
QU'ELLE CREVE !**



Quelques anarchistes